ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1641 – 24 décembre 1999 – prix : 9F

RUSSIE : élections, sur fond de massacres, de corruption et de misère

Grèves et manifestations dans les hôpitaux, les banques et les télécoms

p. 5, 10 et 11

SOMMAIRE

Leur société

4 – Venezuela : catastrophe naturelle et catastrophe sociale
6 – Russie :
• La guerre en Tchétchénie pour gagner les élections
• Démocratie à la russe
• Le PC russe
7 – Argentine : le parlement, refuge d'un général tortionnaire
12 – Le Parlement européen dans ses meubles
– Interventions d'Armonie Bordes et d'Alain Krivine
– Saint-Domingue : expulsion massive de travailleurs haïtiens

Tribune

4 – Bons baisers d'Eltsine, meilleurs vœux de Clinton

Dans les entreprises

5 – Hôpitaux d'Ile-de-France : mécontentement toujours vivace
8 – MET - Ericsson (Longuenesse, Pas-de-Calais)
– Renault - Creil
– Crédit Agricole (Ile-de-France)
9 – ELM-Leblanc (Drancy, Seine-St-Denis)
– De Carbon - Delphi (Andé, Eure)
– Reims Aviation
10 – Banques : conventions collectives
– Les 35 heures : arnaque historique
11 – Siemens (Toulouse)
– France Télécom
– Brandt-Cooking (Cepem) - Orléans

UNE MARÉE NOIRE ET UN OCÉAN DE PROFITS

Dix jours après la cassure en deux du pétrolier Erika, on n'en sait pas davantage sur les causes de l'accident. Mais seul le capitaine du bateau, de nationalité indienne, est toujours incarcéré à la prison de la Santé. Il est mis en examen pour «*mise en danger de la vie d'autrui*» et «*pollution maritime*». Il a pourtant lui-même échappé de justesse à la mort, puisqu'il est parti en dernier dans l'hélicoptère qui a sauvé l'équipage.

L'armateur italien propriétaire du bateau est «introuvable» et la compagnie TotalFina qui affrétait le navire dégage toute responsabilité. «*Il ne s'agissait pas d'un bateau-poubelle*» affirme le responsable des transports maritimes de la compagnie pétrolière. Peut-être, mais il s'est tout de même brisé dans une tempête qui n'avait rien d'exceptionnel et a failli être un bateau-cercueil pour son équipage.

Tout ce qu'on sait sur ce bateau, c'est qu'il avait vingt cinq ans de navigation derrière lui, ce qui n'est pas illégal (30 ans maximum) mais tout de même assez vieux. Il n'avait pas de double coque, système qui aurait probablement évité un tel naufrage. Il naviguait sous pavillon maltais dit «de complaisance», parce cette domiciliation bidon permet de faire des économies en matière fiscale, de réglementation et de droits du travail. Il avait changé de nom six fois et trois fois d'armateurs, comme bon nombre de ces bateaux qu'on recycle à l'infini.

«*Tous les contrôles avaient été faits*» affirme Total. Peut-être, mais justement quelle garantie offre ces contrôles? «*Tous les contrôles sont faits sur la base des certificats fournis par des sociétés de classification qui subissent d'énormes pressions de la part des armateurs*» explique le président de l'Association des capitaines. «*C'est ainsi que des navires à bout de souffle, maquillés sous une couche de peinture se retrouvent avec des documents parfaitement conformes.*» Ensuite, il y a les inspecteurs, mais ceux-ci peuvent contrôler essentiellement... ces certificats fournis par les armateurs et les instruments de navigation. Ils ne peuvent pas contrôler la coque et la structure métallique du navire et celles de l'Erika n'avait pas été inspectées récemment. Enfin les inspecteurs, loin d'être indépendants, sont ceux... des compagnies pétrolières qui affrètent le navire. C'est donc l'utilisateur qui se contrôle lui-même.

Évidemment, les compagnies n'ont pas intérêt à faire n'importe quoi. La marée noire porte un peu préjudice à Total, pas tant pour ses pertes en pétrole – une goutte comparée à son fret annuel – ni pour les dommages éventuels (normalement payés par l'armateur), tout au plus pour son image de marque, le bateau ayant la mauvaise grâce de couler près de côtes touristiques.

Du point de vue des compagnies pétrolières, c'est le revers de la médaille. Côté pile, il y a les profits énormes faits à longueur d'année grâce au transport à vil prix et la surexploitation des marins.

Plusieurs voix se sont levées pour réclamer des contrôles plus stricts de la part des pouvoirs publics et une réglementation renforcée. C'est le cas de Dominique Voynet, qui s'est pourtant bien gardée de mettre en cause TotalFina. C'est même le cas de Démocratie Libérale qui passe d'habitude son temps à crier qu'il y a trop de fonctionnaires et de «*contrôles tatillons*».

Qu'est-ce, sinon l'aveu que la logique du profit est irresponsable du point de vue de la collectivité, des salariés et de l'environnement?

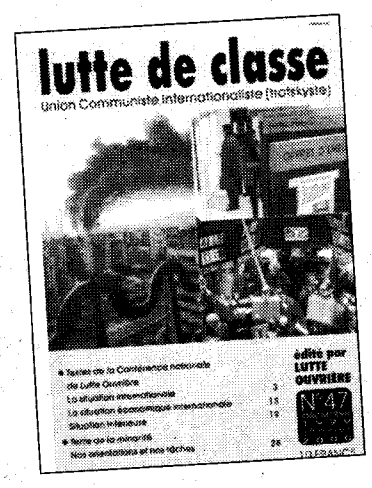
Christian BERNAC

LUTTE DE CLASSE N°47

(décembre 1999 - janvier 2000)

Au sommaire :

Textes adoptés par la conférence nationale de Lutte Ouvrière
- La situation internationale
- La situation économique internationale
- La situation intérieure



Texte proposé par la minorité
- Nos orientations et nos tâches

Prix : 10 F – envoi contre 12 F en timbres

MANIFESTATION POUR LES DROITS DES FEMMES

Le 15 janvier 2000 à 14 h 30 place de la Bastille à Paris

25 ans après le vote de la loi Veil, l'interruption volontaire de grossesse reste un droit qui n'est que toléré et pas vraiment accepté, que beaucoup d'esprits arriérés rêvent de remettre en cause, et pour lequel il faut encore combattre.

Pour rappeler que les droits des femmes sont menacés, notamment à cause du chômage dont les femmes sont souvent les premières victimes, et qu'il est toujours d'actualité de défendre ces droits, le Collectif du droit des femmes, qui regroupe de nombreuses associations dont le PCF, la CGT, la LCR..., appelle à une manifestation samedi 15 janvier 2000, à 14 h 30 place de la Bastille.

Lutte Ouvrière appelle à cette manifestation.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

internet : http://www.worldnet.fr/~lo-uci e-mail : lo-uci@worldnet.fr

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 12 400 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1 000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Russie

ÉLECTIONS, SUR FOND DE MASSACRES, DE CORRUPTION ET DE MISÈRE

La Russie serait désormais une démocratie – pour preuve, les élections législatives qui viennent de s'y dérouler.

Oh, même les médias les mieux disposés doivent mettre un bémol. Une campagne électorale centrée sur les accusations – fondées – de corruption des chefs des partis, l'ivrognerie titubante d'Eltsine, les frasques et les détournements de sa famille, la main-mise sur la télévision d'oligarques enrichis dans le pillage du pays et ces truands notoires qui ont acheté des places sur les listes électorales, histoire de bénéficier de l'immunité parlementaire, tout ça fait mauvais genre.

Et surtout, pendant le vote, l'aviation écrasait la capitale tchétchène Grozny sous les bombes pour punir ce petit peuple du Caucase des visées séparatistes de certains de ses dirigeants. La guerre en Tchétchénie est même citée comme une des raisons de la montée électorale des hommes d'Eltsine et du Premier ministre. Elle témoigne surtout de la barbarie des dirigeants du Kremlin, de leur propagande chauvine et de leur habileté à choisir, jusqu'au jour des élections en tout cas, le bombardement comme méthode d'intervention, afin que le retour de cercueils de soldats russes ne provoque pas un retournement dans l'opinion. Il est vrai que les puissances occidentales leur ont donné l'exemple lors des bombardements de la Serbie et du Kosovo.

La population de Russie a désormais le droit de choisir ceux qui l'opprimeront et la dépouilleront les années à venir. Les élections passées, l'écrasante majorité retrouvera la même situation désastreuse qu'avant : un pays ruiné, une économie disloquée par le pillage de la caste dirigeante, des salaires dérisoires et souvent payés avec des mois de retard, pendant qu'une minorité de dignitaires politiques, d'affairistes et de maffieux, issus pour la plupart de la bureaucratie du temps de l'Union Soviétique, affiche un luxe et une insolence dignes du temps des tsars.

Lorsque, en 1917, les prolétaires russes ont renversé le tsarisme, c'était pourtant pour que ne puissent plus jamais revenir l'exploitation et la pourriture sociale qui va avec. Les travailleurs de Russie sont allés plus loin que ne l'avait jamais fait une classe exploitée. Ils ont exproprié les propriétaires fonciers, les capitalistes et pris en main la direction de l'économie. Ils ont entrepris une réorganisation radicale de la production, afin qu'elle ne soit plus destinée à fabriquer du profit pour une minorité d'exploiteurs mais soit planifiée pour satisfaire les besoins de tous, sous le contrôle démocratique des classes laborieuses.

Les dirigeants de cette révolution savaient que la Russie était trop pauvre pour que puissent y être réalisées la société égalitaire et l'économie rationnelle qu'ils projetaient. Ils comptaient sur l'extension de la révolution ouvrière vers l'Europe occidentale disposant de possibilités matérielles bien supérieures et d'une classe ouvrière plus nombreuse, plus cultivée. Mais malheureusement non seulement pour eux, mais pour toute l'humanité, ne leur sont venues de l'Occident que des armées d'invasion. Quant au prolétariat occidental, ses luttes, ses révolutions, notamment en Allemagne, ont été trahies par ses propres dirigeants sociaux-démocrates, avant d'être vaincues par les forces de répression de la bourgeoisie capitaliste.

C'est cela qui a engendré une bureaucratie privilégiée qui a longtemps opprimé les ouvriers en se prétendant communiste, avant de le faire au nom du capitalisme.

Lorsque les rivalités entre les chefs de la bureaucratie ont fait éclater l'Union Soviétique, les commentateurs étaient quasi-unanimes pour annoncer, avec la fin du communisme, une nouvelle ère du capitalisme. Dix ans après, l'image que renvoit la Russie, est celle que lui envoient nos propres pays où, malgré les richesses accumulées et les profits colossaux, seule une minorité connaît un enrichissement monstrueux, la majorité laborieuse étant condamnée, au mieux, aux salaires qui stagnent, à des conditions de travail qui s'aggravent, au pire, à la précarité, au chômage, à la misère.

Dix ans après la fin de l'Union Soviétique ce dont, à son tour, la Russie elle-même témoigne, ce n'est certainement pas d'une ère nouvelle du capitalisme mais de la nécessité du communisme.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

BONS BAISERS D'ELTSINE MEILLEURS VŒUX DE CLINTON

On a voté en Russie. Ce ne sont pas les candidats qui manquaient. Mais ce n'était pas la démocratie qui était au rendez-vous, moins que jamais. C'était les bombes. Les bombes sur Grozny, enveloppées dans de sales petits bulletins de vote anti-tchétchènes, pour faire oublier au peuple russe la misère, la corruption, les mafias, l'enrichissement éhonté de la nouvelle bourgeoisie. La vieille recette, en Russie comme ici, du dérivatif xénophobe, raciste, belliciste, pour faire oublier les crimes et l'indignité de ceux qui détiennent le pouvoir et la richesse. Au printemps dernier Clinton, Jospin, Chirac et les autres, la main sur le cœur et l'humanitaire en bandoulière, bombardaient la Serbie tout en sauvant la mise à Milosevic, tout en laissant perpétrer l'épuration ethnique. Ah, le bel exemple des démocraties occidentales ! Aujourd'hui Eltsine n'a pas de raison de se gêner. A chacun ses bombardements et chacun chez soi. Que les peuples agonisent, et vive l'an 2000 !

Le passage au nouveau millénaire coïncidera donc avec la destruction de Grozny, la capitale de la Tchétchénie, qui comptait des centaines de milliers d'habitants. Les bombardements ont été massifs ces derniers jours, Grozny est en passe d'être complètement rasée. Les grandes puissances ne condamnent ce massacre que du bout des lèvres, ou donnent raison à Eltsine de régler ce qu'elles nomment une « affaire intérieure ». Aux peuples révoltés, salut !

Du côté russe, ce sont des milliers de très jeunes soldats qui trouvent la mort dans cette guerre, même si le commandement russe nie farouchement ces chiffres à des fins de propagande. Pour Eltsine et son clan, cette guerre est un moyen de ressusciter leur crédit politique agonisant au moment du renouvellement du parlement russe, avant les prochaines élections présidentielles. Les grandes puissances font savoir qu'elles approuvent ce « tournant », car il s'agirait des premières élections « vraiment démocratiques » en Russie, où le parti élu ne le serait pas avec 90 % des voix, mais avec 25 % ! Pourtant, il n'y a là rien de bien enthousiasmant pour la population : tous les partis, même les néo-communistes comme Ziouganov, défendent le capitalisme, l'enrichissement d'une minorité de nouveaux riches dont ils font partie, et sont mouillés dans toutes les malversations. Ils ont tous plus ou moins été au pouvoir et le résultat de leur politique, c'est que les riches sont toujours plus riches, et les pauvres plus pauvres, les salaires et les retraites impayés. Partis politiques, mafias, nouveaux capitalistes fringants comme Berezovsky, ancien ministre contrôlant Gazprom, une des plus grosses entreprises du pays, tous sont étroitement liés.

La population n'est pas dupe. Certains, que la misère actuelle incite à embellir le passé, disent qu'à l'époque de Staline, « on vivait mieux »... Le petit-fils de Staline se présente aux élections sur ce créneau. C'est bien sûr absurde. Sous Staline, c'était aussi la prison des peuples, c'était le goulag, et c'était aussi l'enrichissement d'une minorité de privilégiés, les bureaucrates du régime, qui n'aspiraient qu'à devenir des bourgeois, sur le dos de la classe ouvrière.

S'il y a une « nostalgie » à avoir, ici comme en Russie, c'est plus loin qu'il faut remonter, à l'époque de la révolution de 1917, à la fin de la première guerre mondiale, où des millions de Russes se sont révoltés contre la guerre, contre l'exploitation et la misère, contre l'oppression des peuples, en appelant les peuples des pays riches à les rejoindre. Il s'en est alors fallu de peu pour que la révolution russe entraîne dans son sillage la révolution dans les citadelles impérialistes les plus riches.

Il n'y a rien à attendre des boutefeux xénophobes et racistes de tous bords, qui arrangent si bien les affaires des grands de ce monde. En ce troisième millénaire, l'espoir ne peut venir que de la coalition des exploités et des opprimés de tous les pays contre leurs oppresseurs. Des perspectives internationalistes.

Editorial des bulletins d'entreprise *L'Etincelle* du lundi 20 décembre 1999, publiés par la Fraction.

Le numéro de novembre-décembre de la revue *Convergences Révolutionnaires* éditée par la Fraction *l'Etincelle* de Lutte Ouvrière et la Tendance *Révolution !* de la Ligue Communiste Révolutionnaire est paru. Au sommaire un dossier sur les « réformes de l'austérité : Sécurité sociale, hôpitaux, santé », des articles sur les manifestations du 16 octobre et su 11 décembre, la politique du PCF, des syndicats et de l'extrême gauche.

Pour se procurer ce numéro (10 F) ou s'abonner (6 numéros 60 F, abonnement de soutien 100 F) écrire à *Lutte Ouvrière*, Fraction *L'Etincelle*.

Dans le monde

AFP

QUAND UNE CATASTROPHE NATURELLE ENGENDRE UNE CATASTROPHE SOCIALE

Mercredi 16 décembre, des pluies diluviennes se sont abattues sur le Venezuela, détruisant plus de 5 000 ranchos, les bidonvilles où sont logés 80 % des habitants les plus pauvres de la banlieue de la capitale Caracas. Le bilan provisoire, difficile à mesurer, fait état de 15 000 à 25 000 morts, 25 000 disparus, 20 000 blessés et 80 000 sinistrés.

La province de Vargas, à 50 kilomètres de la capitale, où se trouve son aéroport, est l'une des plus touchées, mais d'autres le sont également. Selon le maire du port de La Guaira, la zone côtière proche de Caracas, il y aurait au moins 25 000 disparus dans cette seule région. La ville, qui compte un million d'habitants, aurait été détruite à 50 %. La rupture d'un barrage, au sud de la capitale, a entraîné l'isolement de quelque 200 000 personnes.

« *Nous ne sommes pas préparés pour affronter des désastres d'une telle ampleur* », a déclaré le chef d'Etat Hugo Chavez qui, fidèle à son style, s'est autoproclamé « *premier secouriste* », en mobilisant l'armée et ouvrant les casernes pour accueillir les réfugiés.

Les pluies avaient commencé un mois auparavant mais elles sont devenues torrentielles les 16 et 17 décembre, transformant les ruelles en pente des bidonvilles construits à flanc de montagne en rivières en crue et donnant naissance à des torrents de boue. Certains reprochent à Chavez, obnubilé par sa campagne de réforme de la constitution, d'avoir négligé de prendre des mesures de prévention : par exemple déplacer une partie de la population des zones les plus exposées. C'est possible mais, même pour réaliser une telle opération, il aurait fallu des moyens que le Venezuela ne possède pas. Même s'il avait pu solliciter l'aide de puissances bien équipées.

Car ces phénomènes climatiques – pluies torrentielles, cyclones, raz-de-marée, tremblements de terre, etc. –, pour avoir des origines naturelles, entraînent des dégâts d'autant plus considérables qu'ils frappent des pays pauvres, qui manquent des infrastructures et des moyens de secours les plus élémentaires. On l'a vu, ces derniers temps, au Honduras ou en Turquie, et on le constate régulièrement dans la Caraïbe, au Bangladesh ou en Chine.

Car non seulement nombre de constructions ne sont pas prévues pour résister à de telles épreuves mais, plus les pays sont pauvres, plus les habitants des couches déshéritées vivent dans les zones les plus exposées aux intempéries climatiques, les seules où ils peuvent se loger dans des abris de fortune.

Ainsi, outre la faiblesse des moyens de secours disponibles (le Venezuela a reçu quelques aides du Mexique, de Cuba ou des Etats-Unis), les infrastructures les plus nécessaires à la vie sont détruites : les égouts débordent, il n'y a plus d'eau potable, téléphone et électricité sont coupés et la nourriture, dans un pays où elle est principalement importée, est devenue rare : l'armée et la police en sont à laisser faire les pillages de magasins d'alimentation ou d'entrepôts frigorifiques pour que la population ne crève pas de faim, tandis que plane la menace d'épidémies.

Et c'est pourquoi, dans des pays où, en temps normal, la population n'a guère accès à une eau de qualité et où certains survivent en triant des déchets dans les dépôts d'ordures, une catastrophe naturelle devient aussitôt une catastrophe sociale.

Jacques FONTENOY

Hôpitaux
Ile-de-France

LE MÉCONTENTEMENT EST TOUJOURS VIVACE

La semaine avant Noël a encore été marquée par des mouvements dans les hôpitaux, contre les manques d'effectifs.

Le rassemblement du 17 décembre, devant le siège de l'Assistance Publique à Paris, a regroupé 4000 manifestants, soit plus du double de celui de la semaine précédente. Une trentaine d'hôpitaux de l'AP étaient venus, les uns à quelques dizaines, d'autres à plus d'une centaine comme Robert-Debré, Saint-Antoine, Bichat, voire à 200 ou 300 comme Saint- Louis, Necker, Lariboisière, la Pitié-Salpêtrière. Les participants se retrouvaient, blouses blanches, bleus de travail et casquettes de cuisiniers confondus. Les slogans et des prises de parole étaient dynamiques, réclamant des moyens, de l'embauche, notamment des CDD.

Ce jour-là, le budget de l'AP n'a pas été voté par le conseil d'administration présidé par Tibéri. Pas plus que les cinq millions annoncés la semaine précédente par Martine Aubry, le refus de vote hypocrite du maire de Paris (qui a voté sans état d'âme les années précédentes les économies et les restructurations prévues par le plan Juppé et appliquées par le gouvernement Jospin) n'ont pas ému les personnels hospitaliers.

Malgré l'approche des fêtes de fin d'année, une manifestation cette fois de l'ensemble des hôpitaux de l'Ile-de-France était convoquée le mardi 21 pour aller au ministère de la Santé, pour les mêmes revendications. Et c'est un cortège d'un peu moins de 2000 personnes qui a défilé depuis la gare Montparnasse. Il y avait bien sûr des hôpitaux de l'AP, mais aussi quelques-uns de banlieue et de psychiatrie (Sainte-Anne, Ville-Evrard, Villejuif), qui reprenaient eux aussi les slogans : «*A l'hôpital, y'a trop de travail, à l'extérieur, y'a trop de chômeurs, embauchez les chômeurs !*». Arrivés devant le ministère de la Santé, les manifestants ont réclamé l'embauche des CDD et de l'argent pour la Santé sur des airs de salsa : en dépit du froid, l'ambiance était chaude !

A l'intérieur même des hôpitaux, l'agitation continue. Les pionniers de la grève tiennent bon. A Saint-Antoine, après que le service des Urgences a obtenu presque ce qu'il demandait, notamment 29 postes promis, la grève continue de façon minoritaire dans les autres services «*puisque d'autres hôpitaux s'y sont mis*». A Saint-Louis, la grève reste massive avec la participation de l'encadrement, les AG réunissant 150 personnes. Celle du lundi 20 a revoté la grève. A Evry (Essonne), la grève dure depuis cinq semaines mais, malgré la fatigue, les grévistes continuent à réclamer 150 postes perdus et ne se satisfont pas d'une proposition de 60 embauches de soignants.

D'autres hôpitaux, entrés en mouvement pour la journée du 9 décembre, ont connu ensuite une semaine de mobilisation pour la journée du 17 décembre. A Robert-Debré, des AG se sont tenues tous les jours. A Lariboisière, le soutien actif de plusieurs médecins et de surveillantes facilite la grève et 200 personnes se réunissent en AG. Les grévistes disent vouloir continuer au-delà des fêtes. A la Pitié-Salpêtrière aussi, l'hôpital était déclaré « en grève » toute la semaine précédant le 17, avec des réalités variables selon les services. A Beaujon, le mouvement a démarré le 17 et deux services se sont mis en grève depuis. A Necker, jeudi 16 décembre, en AG, la grève a été votée à partir du 17 jusqu'au 21 décembre.

Pour l'instant, c'est surtout l'intersyndicale de l'AP qui organise le mouvement et établit les contacts inter-hôpitaux. Des AG sont prévues début janvier ainsi qu'une manifestation régionale jeudi 13 janvier de Denfert-Rochereau au ministère d'Aubry.

A travers les actions déjà menées, l'idée qu'il est légitime de ne plus vouloir travailler en sous-effectifs s'est renforcée. Il y en a marre de la flexibilité et des changements de services imposés. Il faut se serrer les coudes pour dire «*non !*», agir ensemble pour faire pression le plus fort possible pour exiger de l'embauche.

Correspondant LO

LO

Manifestation du 21 décembre au ministère de la Santé.

Pitié-Salpêtrière
(Paris)

LE MOUVEMENT SE CONSTRUIT

Depuis le début du mouvement, nous faisons la tournée des services. Avec une douzaine de collègues, agents des cuisines et du self, de la radio, personnels ouvriers et infirmiers, nous sommes allés tous ensemble discuter avec nos collègues, sur leur lieu de travail, du mouvement et des perspectives de la grève qui s'amorce sur l'hôpital.

Nous avons été partout bien accueillis et les collègues des salles étaient contents de voir les collègues grévistes. Cela les motivait, aussi bien parce qu'ils étaient eux-mêmes grévistes assignés, mais se sentaient un peu isolés, que parce qu'ils se posaient des questions sur le mouvement et cela a été l'occasion d'en discuter.

Les discussions avaient souvent pour thème les problèmes propres à leur service mais au bout du compte on s'apercevait que tout tournait autour du manque de personnel et de l'avenir de l'hôpital – fermetures de lits, voire de services et aggravation constante des conditions de travail.

Cette tournée des services s'est avérée un moyen efficace pour les grévistes de se faire entendre.

En tout cas nous sommes contents de l'avoir fait et nous comptons bien continuer. Car, vu la mobilisation qu'il y a eu lors du rassemblement du vendredi 17 décembre (nous sommes partis de l'hôpital à 400) et de mardi 21 décembre, nous espérons être encore plus nombreux dans la lutte dès janvier.

Robert-Debré (Paris)

C'EST BIEN PARTI !

A Robert-Debré, c'est un communiqué des cadres dénonçant le manque de personnel et de matériel, l'insuffisance des Urgences, l'insécurité des enfants et l'annonce de 20 nouvelles suppressions d'emplois pour l'an prochain et appelant à la grève le jeudi 9 décembre qui mit en selle le mouvement. Dès le début, les surveillantes se positionnaient en faveur du mouvement. Et même si pour beaucoup, ce fut leur seul acte concret en faveur du mouvement, cela amena l'hôpital à connaître des AG de 300 personnes, les plus massives de son histoire. Car Robert-Debré est un hôpital pédiatrique créé en 1988, soi-disant de conception moderne, automatisé et rationnel, c'est-à-dire que depuis l'ouverture, il tourne avec moins de personnel que les autres hôpitaux, et la flexibilité, la mobilité y sont la règle depuis longtemps.

Nous avons pour la première fois manifesté Porte-des-Lilas en expliquant aux automobilistes que, si on les bloquait une heure, c'était pour leur faire savoir que leurs enfants, c'était plus de 6 heures qu'ils risquaient d'attendre aux Urgences de l'hôpital. Nous sommes aussi sortis jusqu'à 170 de l'hôpital pour participer au rassemblement à Victoria.

Correspondant LO

MIEUX VAUT NE PAS ÊTRE PAUVRE ET MALADE

Selon l'enquête «*Santé et protection sociale*» de cette année, un assuré social sur sept n'a pas pu se faire soigner correctement en 1998, faute d'argent. Ce pourcentage est plus fort encore chez les chômeurs (30 %), les bas salaires et les personnes en situation précaire.

Ces statistiques illustrent ce que chacun sait. Pour bien des travailleurs, et encore plus pour ceux qui sont privés d'emploi, se soigner est un luxe. Les soins dentaires que l'on néglige, les lunettes que l'on ne change pas, le spécialiste auquel on hésite à avoir recours, c'est le lot commun de bien des familles ouvrières. Même celles où rentre un salaire.

Cette même enquête confirme que les chômeurs souffrent bien plus souvent que la moyenne de nombreuses maladies, comme les maux d'estomac ou les troubles intestinaux, sans parler des dépressions.

Le gouvernement, pas pressé, nous dit que cela va s'arranger avec la Couverture Maladie Universelle. A voir. Cette mesure permettra certes à six millions de personnes d'être un peu mieux prises en charge. Mais pas sur les dépenses lourdes, comme l'optique, les frais dentaires, qui laissent des sommes lourdes à la charge des malades sauf s'ils peuvent cotiser à une mutuelle. Et encore. Elle laissera intactes les causes de beaucoup de ces maladies qui frappent les plus pauvres et qui, indépendamment des difficultés à se soigner, résident dans leurs conditions même d'existence : l'angoisse du lendemain, la malnutrition, des logements parfois vétustes…

Le gouvernement pourrait largement s'inspirer d'une telle enquête pour cesser de parler d'une prétendue « surconsommation médicale » pour justifier les coupes claires qu'il fait dans les systèmes de santé et de protection sociale. Ce serait plus décent.

Daniel MESCLA

Russie

FAIRE LA GUERRE POUR GAGNER LES ÉLECTIONS

Gamma

Bombardement sur Grozny.

A défaut d'avoir déjà pu prendre d'assaut, avant les élections, la capitale de la Tchétchénie, le parti du pouvoir russe a occupé en force la Douma, la Chambre basse du Parlement russe.

Tchétchénie et Douma, les deux étaient liées. Le seul programme du bloc électoral *Unité*, soutenu par le Premier ministre Poutine et Eltsine, c'était la guerre. La guerre aux Tchétchènes, désignés comme boucs émissaires de tous les maux que connaît la population, cela non seulement par le Kremlin, mais par la quasi-totalité des partis présentant des candidats députés.

Sur le terrain de la xénophobie et du nationalisme guerrier, commun à tous les partis, celui du pouvoir détenait un énorme avantage : ce sont ses chefs qui mettent en œuvre une telle politique. Alors que les gouvernements successifs et les partis qui y ont tous participé étalent depuis des années leur incapacité à avoir prise sur les événements, Poutine et *Unité* sont apparus comme prenant le « problème » du « terrorisme » tchétchène à bras-le-corps. En tout cas, les médias à la botte d'Eltsine et la propagande officielle ont tout fait pour tenter d'en convaincre l'électorat. Pour cela, bien sûr, ils ont masqué le caractère ignoble de la guerre en cours, et plus encore les véritables raisons et responsables de la misère dans laquelle on a enfoncé la population russe depuis une dizaine d'années : le pillage du pays par la bureaucratie au pouvoir.

Dans une Russie livrée au chaos politique et au pillage par les « nouveaux riches » – en fait, l'ancienne bureaucratie du régime précédent –, la Douma ne compte guère. Sinon comme sinécure fort bien rétribuée, au regard des salaires misérables du reste de la population, et comme moyen d'obtenir une immunité judiciaire pour des politiciens affairistes que rien ne distingue des gangsters.

Pour le clan au pouvoir, l'échéance de cette élection était donc sans grande conséquence immédiate – bien que d'opposition depuis la fin de l'URSS, la majorité des députés n'a jamais pu ni réellement voulu contrecarrer le Kremlin. Elle représentait toutefois un enjeu à brève échéance car, dans six mois, se tiendra une élection présidentielle à laquelle Eltsine ne pourra pas se représenter et qui s'annonçait mal pour le clan eltsinien.

Mais la guerre, en faisant taire les critiques des chefs de la bureaucratie rivaux du clan au pouvoir, a permis à ce dernier de remporter les élections. Les scandales et turpitudes financières de grande échelle dans lesquelles Eltsine et ses affidés ont construit des fortunes colossales étaient occultés par la guerre, les médias n'en parlaient plus. En revanche, toujours aux ordres, la presse ne se priva pas de déballer des « affaires » pas plus ragoûtantes concernant les chefs de l'opposition officielle.

Compromis à leur tour, alignés sur le pouvoir dans cette sale guerre et affaiblis par les résultats des législatives, ils se trouvent désormais en moins bonne posture pour la présidentielle de juin prochain.

Pour en arriver là, pour éviter de risquer d'avoir à rendre des comptes, voire de devoir céder une partie de tout ce qu'il a volé, le Kremlin a choisi de déverser des tonnes de bombes sur la Tchétchénie. C'est toute la population de Russie – Tchétchènes, Russes et autres nationalités confondues – qui n'en finit pas de payer le prix fort, au propre comme au figuré, du maintien au pouvoir du régime russe actuel.

Pierre LAFFITTE

« DÉMOCRATIE » OBLIGE...

Un bloc électoral, *Unité*, qui n'existait pas il y a trois mois, qui se revendique d'un Eltsine honni de la population, qui soutient un Premier ministre inconnu il y a peu, et qui apparaît grand vainqueur des dernières législatives en Russie, cela tient du « miracle »...

Pourtant, assurent les observateurs ouest-européens délégués sur place, tout se serait (presque) normalement déroulé durant la campagne et le scrutin. Il n'en faut pas plus à certains pour assurer que la démocratie règne en Russie. Mais que trouve-t-on dès que l'on gratte cette façade ?

Il y a d'abord la guerre, la censure, ou plutôt l'auto-censure que s'imposent les médias. Et ceux-ci n'ont pas ménagé leur soutien au pouvoir... dont ils dépendent. La directrice des programmes d'ORT, chaîne de télévision publique contrôlée par Berezovski, financier et éminence grise d'Eltsine, se trouvait sur la liste d'*Unité*. Le principal quotidien, *Izvestia*, a mené campagne pour *Unité*, comme d'autres, car les journaux ne tiennent que grâce aux dotations d'Etat.

Dans nombre de provinces, ces fonds publics ont été largement mis à contribution. En septembre, le Kremlin constitua *Unité* en rappelant à des gouverneurs de régions dépendant financièrement du centre où se trouvait leur intérêt. S'ils mettaient leur poids dans la balance électorale, ils auraient des subsides pour payer leurs fonctionnaires, pour arroser leur clientèle politique, pour financer leur propre campagne (car ici ou là, on réélisait les gouverneurs) et aussi pour prélever leur dîme au passage.

Ce chantage aux subventions a permis à des ténors politiques moscovites de se faire élire haut la main comme « indépendants » dans les circonscriptions les plus déshéritées et donc les plus sensibles à leurs « arguments » : Berezovski dans une république caucasienne reculée ; l'ex-Premier ministre Tchernomyrdine chez les Nénets (Esquimaux) de la presqu'île de Iamal ; Abramovitch, protégé d'Eltsine et président d'une compagnie pétrolière, en Tchoukotka (sur le détroit de Behring), symbole d'arriération pour les Russes...

D'autres clans que celui du Kremlin ont usé des mêmes méthodes là où leurs hommes tiennent une grande ville, un poste de gouverneur, l'exécutif d'une république fédérée. Et la carte des résultats semble presque épouser celle des fiefs bureaucratiques : ainsi, *Unité* réalise de mauvais scores à Moscou et Saint-Pétersbourg, villes des têtes de liste du bloc Loujkov-Primakov, tandis qu'au Tatarstan ou en république bachkire, les candidats soutenus par le pouvoir local obtiennent des scores « brejnéviens ».

Chantage à la pauvreté ici, dictature du centre là, rôle partout des appareils qui, même dans leurs habits neufs de « démocrates », fonctionnent comme par le passé... Qu'est-ce qui a changé ?

Les électeurs n'ont plus, comme avant, à voter pour un candidat unique : il y avait 26 blocs en présence et des milliers de candidats dits « indépendants », mais aucun ne représentait, même de loin, les intérêts de la population travailleuse.

P.L.

ET LE PC RUSSE ?

Avec près de 25 % des suffrages aux législatives, le Parti Communiste de la Fédération de Russie (KPRF) reste le premier parti du pays même s'il risque de perdre la majorité relative dans la nouvelle Douma au profit de blocs électoraux liés ou ralliés au Kremlin.

Parmi les 26 blocs de ces élections, il n'y en a qu'un qui est vraiment un parti, le KPRF précisément. Lui seul regroupe de façon tant soit peu permanente, et dans tout le pays, une masse d'adhérents et sympathisants, sinon de militants, que l'on voit se mobiliser lors des campagnes électorales et manifester le 1er Mai et pour l'anniversaire de la Révolution de 1917.

Quand la presse d'ici ou de Russie rend compte de ces manifestations, elle affirme que le KPRF rassemble les « *nostalgiques de l'URSS* ». Et d'insister sur ce qu'il y aurait de passéiste dans cet attachement puisque des gens humbles, souvent âgés, y font nombre.

Mais comment ces retraités n'auraient-ils pas la nostalgie d'un temps pas si lointain où l'on pouvait vivre de sa pension ! En URSS, le niveau de vie de la population était peut-être moins élevé que dans les pays riches d'Occident, mais les retraités ne mouraient pas de faim. Et les travailleurs étaient payés, sans attendre des mois durant un salaire qui donne à peine de quoi se nourrir comme actuellement.

Ces petites gens regrettent-ils l'URSS ? Il est sûr, en tout cas, qu'ils savent ce qu'ils ont perdu avec sa disparition. Avant, on pouvait espérer vivre plus ou moins dignement de son travail, présent ou passé. C'est devenu impossible quand salaires et pensions ont perdu les trois quarts de leur pouvoir d'achat en dix ans. Du moins pour l'immense majorité de ceux qui ne sont pas les privilégiés du nouveau régime (d'ailleurs souvent les mêmes que dans l'ancien). Et c'est cela, la nature de ce régime, le caractère social des ressentiments à son égard parmi la population, que voudrait masquer l'épithète « nostalgique » qu'une partie de la presse accole au vote KPRF.

Gamma

Les dirigeants du Parti Communiste de Russie

Ce parti bénéficie d'un vote « protestataire », dit-elle. Sans doute, si l'on entend par là que ses électeurs protestent contre le sort qui leur est fait. Mais cette protestation et plus encore son caractère de classe, ce n'est pas sur le KPRF qu'il faut compter pour les traduire politiquement et socialement contre le régime. La direction du KPRF est bien trop liée à ce régime (elle compte 15 des 81 gouverneurs de région), à ce système (ses dirigeants ne sont pas moins que d'autres politiciens en cheville avec le « monde des affaires »). Et elle tient à ce que cela se sache.

Dans sa propagande électorale, elle avait ainsi gommé tout ce qui sonnait « communiste » ou « soviétique », même à la façon dont les Staline et Brejnev dévoyaient ces mots, ayant depuis longtemps trahi les idéaux qu'ils désignent. Ziouganov, secrétaire général du KPRF, et ses pairs invoquaient une « *victoire des patriotes* », tout en applaudissant les généraux massacrant en Tchétchénie. Jamais ils ne se sont adressés aux travailleurs en tant que tels. Non, c'est au cri de « *Lève-toi, patrie immense !* » qu'ils battaient tambour. Et s'ils insistaient sur leur « *amour du peuple russe* », en écho de leur promesse de destituer Eltsine pour « *génocide contre le peuple russe* » (après la première guerre de Tchétchénie car, depuis, ils se sont ralliés à la seconde), cela évoquait aussi les insanités antisémites d'un de leurs dirigeants, ce général Makachov que le KPRF a refusé de condamner.

Le KPRF bénéficie sans doute des voix de bien des petites gens et travailleurs victimes du régime. Mais pour changer son sort, le monde du travail ne peut en aucun cas compter sur un parti qui ne s'en revendique même pas et dont la politique, loin d'aider à la prise de conscience de la classe ouvrière, s'y oppose.

P.L.

Argentine

LE PARLEMENT, REFUGE D'UN GÉNÉRAL TORTIONNAIRE

Il y a quelques semaines, le juge espagnol Garzon, déjà à l'origine des poursuites qui ont bloqué le dictateur Pinochet en Grande-Bretagne, récidivait et inculpait pas moins de 98 officiers argentins, tous impliqués dans la dictature qui a pesé sur la population entre 1976 et 1983.

Parmi ceux-ci, on trouve le général Domingo Bussi qui depuis la dictature s'était reconverti dans la politique politicienne et siègeait tranquillement au Parlement argentin avant que son passé ne le rattrape. Le 1er décembre, une organisation de défense des droits de l'Homme, appuyée par une cinquantaine de députés, a demandé la destitution de cet ex-général pour « *inaptitude morale* ». Il n'a pas été destitué mais ne peut plus siéger pour le moment. Une commission parlementaire a ouvert une enquête et dira s'il est autorisé à siéger comme député ou pas.

Responsable militaire dans la région de San Miguel de Tucuman (nord-ouest du pays), puis gouverneur de la province de Tucuman, il était chargé de réprimer les guérilleros de l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple dont les principaux dirigeants, notamment Santucho, ont été assassinés ces années-là). Pour mettre hors de combat la quarantaine de guérilleros de son secteur, il fit disparaître pas moins de sept cents personnes.

Le tribunal argentin qui enquête actuellement sur les enlèvements d'enfants pendant la période de la dictature accumule également des témoignages accablants contre Bussi. Il existait dans sa région un centre clandestin de détenues. Selon le témoignage d'un gendarme, le général aurait ordonné qu'une prisonnière enceinte soit exécutée après son accouchement et que son enfant soit adopté.

Ce général ne dédaignait pas mettre lui-même la main à la pâte. Il est connu pour avoir torturé et mis à mort de ses propres mains plusieurs prisonniers. Ces multiples crimes n'ont pas empêché qu'il bénéficie des différentes lois d'amnistie que les régimes qui ont suivi la dictature, aussi bien sous la présidence du radical Alfonsin que sous celle du péroniste Menem, ont forgées pour préserver l'armée et ses principaux cadres.

Protégé par l'amnistie destinée à « *ceux ayant obéi aux ordres* », ce qui pour un cadre de l'armée de son niveau ressemble à une farce douteuse, le général tortionnaire a troqué l'uniforme pour un costume de député. Il s'est fait élire en 1993 et a même retrouvé sa place de gouverneur de Tucuman en 1995.

En 1998, il a été poursuivi par la justice au sujet de ses biens. On a ainsi appris que ce propriétaire d'une quinzaine de très luxueux appartements était par ailleurs titulaire de comptes en Suisse, dont il avait dissimulé l'existence dans la précédente législature. Il se serait enrichi en dépouillant certains « disparus » pendant la dictature.

Mais le fait d'avoir été un des membres très actifs de la junte au pouvoir à l'époque lui assure aujourd'hui encore des appuis puissants. Et, jusqu'à présent, ceux-ci lui ont toujours permis d'échapper aux poursuites judiciaires.

L'ombre de la dictature argentine, qui a causé la disparition de quelque 30 000 personnes, militants de la gauche ou du mouvement ouvrier pour la plus grande part, n'a décidément pas fini de planer sur la vie politique argentine et rappelle que la fin de la dictature en 1983 n'a pas été synonyme de fin des dictateurs.

J. F.

MET – ERICSSON
Longuenesse – Pas-de-Calais

56 000 F PAR GRÉVISTE POUR QUATRE JOURS DE GRÈVE

En novembre, le trust suédois du téléphone Ericsson annonçait sa décision de vendre au 1er janvier 2000 l'unité de production de Longuenesse à la société américaine Solectron, dans le cadre d'un plan de restructuration mondiale. 16000 suppressions d'emplois sont planifiées dans le monde dont 40% par externalisation des usines de production. Ericsson, comme bon nombre de trusts de l'informatique et des télécoms, a décidé qu'il était plus rentable de recourir à des sous-traitants dits «globaux». Solectron est l'un d'entre eux. Cette entreprise américaine, qui compte 20 usines dans le monde et emploie 25 000 personnes, s'est spécialisée dans la fabrication des cartes électroniques. Elle possède une autre usine en France à Bordeaux (900 salariés) issue d'un «essaimage» d'IBM.

Ericsson a présenté cette vente comme la meilleure solution pour sauver l'emploi. Mais le prix à payer pour garder notre emploi n'est pas négligeable. Les syndicats ont publié un comparatif avec les salaires et primes pratiqués à Bordeaux. Et là, ça a été la douche froide: il y a 3000 francs d'écart par mois pour une ouvrière travaillant en équipes et encore plus pour un technicien!

Au CE suivant, le PDG de Solectron déclarait crûment: «*Nous travaillons à 5% de marge alors qu'Ericsson travaille à 20%*». Sous-entendu, pour assurer les profits de Solectron et du client Ericsson, c'est aux salariés de payer. Il confirmait son intention de dénoncer les accords d'entreprise dans un délai de 15 mois après le rachat. En guise de «compensation», le 13 décembre, Ericsson annonçait le maintien des conditions de salaire sur 2 ans et une prime de transfert de 7200 F uniquement pour ceux qui travaillent en équipes. Du coup, l'ensemble du personnel votait la grève en assemblée générale.

La production a été stoppée. La quasi-totalité des 483 salariés de l'usine était en grève, les ateliers et les bureaux. La direction tenta de calmer le jeu en portant la garantie de maintien des salaires à trois ans et une prime de transfert de 10 000 F brut pour tous. Mais cela fut jugé nettement insuffisant par l'assemblée générale et la grève fut reconduite.

Mardi 14, le conseil d'administration d'Ericsson, réuni au siège social de Massy dans l'Essonne, eut la surprise de voir arriver 85 travailleurs partis en car au petit matin de Longuenesse. Toute la journée ces messieurs de la direction purent entendre et mesurer la détermination et la colère des grévistes rejoints par une centaine de salariés de Massy. Pendant ce temps, les travailleurs restés à Longuenesse bloquaient la rue devant l'usine.

Après 4 jours de grève, la direction a fini par lâcher une prime de transfert de 56600 F pour tous, tout en confirmant la garantie sur 3 ans du 13e mois, des primes d'équipes, d'ancienneté, de transport, etc. et la prise en charge des départs en préretraite jusqu'en mai 2001. Bref, en quatre jours nous avions obtenu huit fois la proposition initiale.

Le jeudi 16, nous étions encore nombreux à penser qu'il était possible d'obtenir plus. Mais il n'en était pas de même du côté des syndicats. La CGC, reprenant le chantage de la direction prétendant que notre mouvement allait faire capoter la reprise par Solectron, se désolidarisa du mouvement. Puis, le vendredi matin, la CGT et la CFDT appelaient également à la reprise du travail sans même organiser une assemblée du personnel.

Malgré cette défection des syndicats sur la fin, le sentiment qui l'emporte, c'est la satisfaction d'avoir obligé Ericsson à céder en partie.

Creil

RENAULT CONDAMNÉ A RÉINTÉGRER QUATRE SALARIÉS JETÉS À LA RUE DEPUIS DEUX ANS

Le juge départiteur du Conseil des prud'hommes de Créteil a, dans un jugement du 6 décembre dernier, condamné la filiale à 100% de Renault SCO à Creil, à réintégrer quatre salariés qui avaient été interdits d'usine depuis octobre 1997. Elle est condamnée à payer tous les arriérés de salaires depuis cette date et voit l'obligation de réintégration non seulement accompagnée de l'exécution provisoire mais d'une astreinte de 300 francs par jour de retard.

Tout a commencé en octobre 1997 quand ces quatre salariés qui assuraient le nettoyage se virent interdire par les gardiens l'entrée de l'usine. Renault avait décidé de reprendre directement l'activité qui était confiée jusque-là à un prestataire, mais sans vouloir reprendre le personnel. Les salariés se retrouvaient interdits de travail et de paye, mais sans être licenciés.

La filiale de Renault, SCO, avait été mise sur pied dans le cadre de la liquidation de Chausson, suite à un dur conflit, afin de limiter le nombre de suppressions d'emplois. Renault s'engageait à donner, pour quelques années, du travail à 150 personnes. Les quatre salariés, qui effectuaient le nettoyage des ateliers et qui travaillaient sur le site Chausson depuis plus de vingt ans avec des employeurs successifs, furent repris avec le reste des 150 autres personnes, au 1er avril 1996.

Mais pour économiser quatre emplois, les dirigeants de Renault annoncèrent d'un coup que, le 1er octobre 1997, l'activité de nettoyage serait reprise mais sans les salariés.

Les victimes ne se laissèrent pas faire. Et se firent entendre, recueillirent le soutien de la grande majorité du personnel de SCO, ex-Chausson. Elles dénoncèrent ce scandale à Gennevilliers, anciennement Chausson et siège Renault. Avec l'aide du Syndicat Démocratique Chausson, elles engagèrent des poursuites judiciaires devant le Conseil des prud'hommes de Créteil pour exiger d'être considérées comme salariées de la filiale Renault de plein droit. Elles gagnèrent en référé, mais perdirent en appel. La procédure redémarra devant les conseils des prud'hommes pour aboutir à la reconnaissance de leurs droits, le 6 décembre dernier.

Le jugement a été pris comme une gifle pour leur patron, Renault.

Correspondant LO

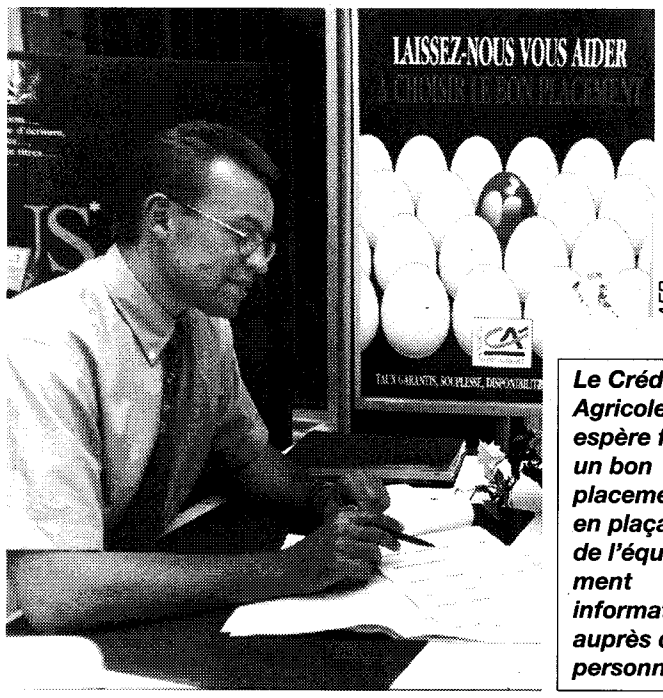
Crédit Agricole
Ile-de-France

TROP INTERNET POUR ÊTRE HONNÊTE

Au Crédit Agricole d'Ile-de-France, le lendemain de la signature des 35 h, nous avons tous reçu un courrier du directeur.

«*Pour favoriser votre adaptation professionnelle et personnelle,* dit-il, *j'ai souhaité que chacun d'entre vous puisse se doter et doter sa famille d'un équipement informatique multimédia à des conditions financières particulièrement attractives*».

Oh, attractives, pas vraiment! Car il faudra payer de 5820 F à 8820 F sur 3 ans selon le matériel choisi.



Le Crédit Agricole espère faire un bon placement en plaçant de l'équipement informatique auprès du personnel

Et ce Monsieur de continuer: «*A l'aube du prochain millénaire... les progrès techniques nous placent dans un autre univers, notre rôle commercial, notre avenir est en jeu*». Cet «*autre univers*» dont il parle resemble fort à l'ancien, avec les soirées et les week-ends à travailler en plus.

Et pour ceux qui ne seraient pas tentés ou ne mordraient pas d'emblée à l'hameçon, il y va de son petit couplet sur nos enfants «*qui dès aujourd'hui pourront évoluer naturellemnt dans le monde de l'information*».

Le travail à domicile, c'est bien connu, toute la famille s'y met!

Bref, 35 h au boulot mais combien à la maison? Et tout cela pour le même salaire. Finalement, le «cadeau», c'est plutôt pour le Crédit Agricole.

ELM - Leblanc
Drancy - Seine-Saint-Denis

LE BILAN DE SIX MOIS DE LUTTE

A l'issue de la réunion du CE extraordinaire le jeudi 2 décembre, la direction a diffusé au personnel un modèle de lettre de demande volontaire de départ en licenciement économique.

Parler de volontaires, quand c'est la direction du groupe Bosch, qui possède ELM-Leblanc, qui a décidé de se débarrasser d'un tiers des ouvriers de l'usine, c'est un peu osé. Depuis la première annonce du plan de licenciements, au mois de mai dernier, manifestations et réunions se sont succédé dans l'entreprise.

Les « volontaires » ont donc été seulement ceux qui, tout compte fait, et notamment vu les indemnités complémentaires que nous avions obtenues lorsque nous avions bloqué le directeur (15 000 F par année d'ancienneté) ont considéré que partir était pour eux le moindre mal. D'autant que beaucoup d'ouvriers craignent qu'il y ait un nouveau plan social l'an prochain moins favorable que celui-là.

Quant à l'accord sur les 35 heures que la direction n'avait pas réussi à faire signer par les syndicats avant la fin des discussions sur le plan de licenciements, il l'a été finalement par la CFDT, FO et la CFTC, après que la direction eut porté à 70 le nombre d'emplois dits « sauvés » contre 45 à 50 dans son projet initial sur un total de 367 licenciements annoncés. La CGT a maintenu son refus de signer un accord qui comporte la flexibilité et une clause de blocage des salaires pendant deux ans.

Depuis cette réunion du 2 décembre, dans les deux parties de l'usine, situées respectivement à Bobigny et à Drancy, plus personne ou presque n'a travaillé. Et mercredi 15 décembre au matin, une assemblée générale a réuni à nouveau pratiquement tout le monde avant la réunion mensuelle du CE. Nous avons à nouveau envahi la salle du CE pour demander des comptes à la direction.

Celle-ci qui avait déjà fait savoir qu'elle avait reçu plus de 150 lettres de départ, annonça officiellement que le lendemain elle convoquerait un par un les ouvriers de production pour leur annoncer les licenciements les concernant. Sur les 297 licenciements décidés (les 367 annoncés initialement moins les 70 emplois conservés au nom de la loi Aubry), il y a un peu plus de 100 départs en FNE et une vingtaine d'ouvriers ont fait une demande particulière de formation : avec le nombre de ceux qui s'étaient portés volontaires pour partir, la direction avait donc pratiquement son compte. Dans la catégorie des ouvriers de production elle annonçait qu'il n'y aurait que des volontaires, et même pas tous. Par contre parmi les « indirects » (magasin, entretien ou outillage) comme parmi « les administratifs », ce n'était pas le cas.

Le lendemain, la direction convoquait les ouvriers « volontaires » de Bobigny et du secteur de production de Drancy. Pour ceux qui préféraient partir, ce fut un soulagement et pour ceux qui ne voulaient pas être licenciés, aussi.

Mais il reste le problème des autres services. Là, tout le monde décidait de refuser de travailler tant qu'on ne serait pas fixés sur notre sort. Lundi dans la matinée tombaient les premiers noms. Comme annoncé, chez les « indirects » il n'y a pas que des volontaires sur la liste. Cela ne concerne que de petits nombres dans chacun de ces services : raison de plus de se dire qu'il pourrait être possible de faire reculer la direction là-dessus et de faire tout ce que nous pourrons pour l'y contraindre.

Le sentiment général, après six mois de bagarre, est que nous nous sommes assez bien défendus.

Correspondant LO

De Carbon – Delphi
Andé – Eure

LES TRAVAILLEURS SONT DÉCIDÉS À NE PAS SE LAISSER FAIRE

Avant les vacances, il était prévisible que la direction de Delphi préparait un mauvais coup à l'usine des amortisseurs De Carbon. Et officiellement, à la rentrée, elle annonça qu'elle comptait réduire de moitié la surface de l'usine, prétextant la perte de marchés. Jusqu'à fin novembre, la direction a néanmoins laissé planer le doute sur une reprise possible de ces marchés.

Et puis soudainement, elle a annoncé le licenciement de 250 travailleurs sur les 500 que compte l'usine. La réaction a été vive : débrayages, assemblées générales, actions spectaculaires hors et dans l'usine se sont succédé, l'entreprise restant paralysée plusieurs jours de suite par l'arrêt du travail dans les ateliers.

La direction a alors procédé au classique chantage : soit c'est l'acceptation des licenciements, soit c'est le dépôt de bilan en février 2000.

Mais les travailleurs de De Carbon, pas dupes, ont décidé d'aller s'adresser aux travailleurs des autres sites du groupe. C'est ainsi que le 20 décembre, plus de 300 d'entre eux envahissaient l'usine Delphi de Villeron (Val d'Oise) où nous sommes encore actuellement plus de 700.

C'est sous l'œil des gendarmes que nos camarades ont réussi à insister quelque peu jusqu'à ce que les grilles de l'usine cèdent, la direction préférant de son côté se barricader dans son bureau gardé par deux vigiles musclés.

L'équipe du matin à Villeron s'est aussitôt mise en grève jusqu'à l'arrivée de celle d'après-midi qui s'est également jointe au mouvement.

Les chefs se sont faits tout petits, les œufs volaient bas et l'un s'est fait copieusement décorer ! Sous les fenêtres de la direction, un immense brasier s'est alimenté de tout ce qui tombait sous la main des ouvriers…

Finalement, la direction a reçu les délégués des grévistes en réaffirmant son impuissance devant les difficultés économiques. Mais si De Carbon a perdu des marchés, les profits du groupe Delphi, en France et dans le monde, sont considérables. La firme vient de le prouver en rachetant il y a quelques semaines l'usine Lucas-Diesel.

A Villeron, notre emploi est aussi menacé puisque la direction a annoncé un nouveau plan social menaçant 147 travailleurs.

En nous mettant massivement en grève, nous avons en tout cas donné un premier avertissement à la direction que nous défendrons nos emplois résolument, comme le font actuellement nos camarades de De Carbon.

Correspondant LO

DES ACTIONNAIRES PETITS MAIS AGRESSIFS

Le 15 décembre se tenait à l'Arche de La Défense l'assemblée des actionnaires qui devait constituer le groupe pharmaceutique Aventis, résultat de la fusion de HMR et de Rhône-Poulenc. Dans la corbeille de mariage, pour les travailleurs : la suppression de plus de la moitié des sites et de 12000 emplois dans le monde.

En particulier le site HMR (ex-Roussel-Uclaf) de Romainville en Seine-Saint-Denis est mis en vente et les salariés sont inquiets pour leur avenir. C'est pourquoi un certain nombre d'entre eux sont allés ce jour-là manifester et réclamer le maintien de tous les emplois et de tous les sites. Ils en ont entendu de belles, de la part de ces actionnaires à qui leur âge, souvent vénérable, n'avait rien enlevé de leur agressivité. Qu'on en juge par leurs propos :

« Vous nous empêchez de rentrer. Vous êtes des fascistes. Vous devriez être à l'usine, à travailler. Si je pouvais, je vous licencierais. J'ai fait la guerre, moi, Monsieur. On s'en fout de vos problèmes. Vous serez virés de toute façon. J'ai travaillé à 14 ans. Je suis autodidacte et je n'ai jamais fait grève. Vous devriez prendre des cours d'économie, au moins vous seriez moins bêtes. Mais voyons, c'est la mondialisation, vous ne pouvez rien y faire. Et si on retirait notre argent, que feriez-vous ? »

Un autre, plus politique : « *Cocos, anarcho-syndicalistes, employés municipaux, racaille du 93 !* » Un autre encore, complètement hors de lui : « *Vous savez ce que vous êtes, Monsieur ? Vous savez ce que vous êtes ? Vous êtes un, un, un fonctionnaire. Oui, Monsieur, voilà ce que vous êtes, un fonctionnaire !* »

Reims Aviation
Marne

GRÈVE CONTRE LE PROJET DE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL DE LA DIRECTION

Reims Aviation est une entreprise de 430 salariés, spécialisée dans la construction de petits avions et dans la sous-traitance pour Airbus et Dassault. La direction cherchait à nous faire accepter les 35 heures avec à la clef une série de mauvais coups.

Le 13 décembre, 200 travailleurs sur les 250 réunis en assemblée générale ont décidé de se mettre en grève totale et reconductible contre le projet de la direction. Les revendications portaient sur le maintien du pouvoir d'achat, l'embauche de tous les CDD, le maintien des horaires. L'usine se trouvant à quelques kilomètres de Reims, des cars gratuits assurent le transport des travailleurs de leur domicile à l'usine et toute modification remettrait en cause les cars. Dans l'atelier, la quasi-totalité des travailleurs a décidé de faire le tour de l'usine avec un écho favorable dans tous les services.

La direction n'a fait que jeter de l'huile sur le feu, descendant dans l'atelier faire un discours menaçant. Résultat : le deuxième jour, le nombre de grévistes est passé à 250. La convocation des salariés service par service et la tentative de décourager les autres en laissant se propager toutes sortes de rumeurs a échoué.

Au troisième jour de grève, la direction a supprimé les bus (en prenant bien soin de prévenir par téléphone les non-grévistes !). Cette dernière provocation a eu pour effet de faire passer le nombre de grévistes à 300, en entraînant une partie de la maîtrise et de l'encadrement.

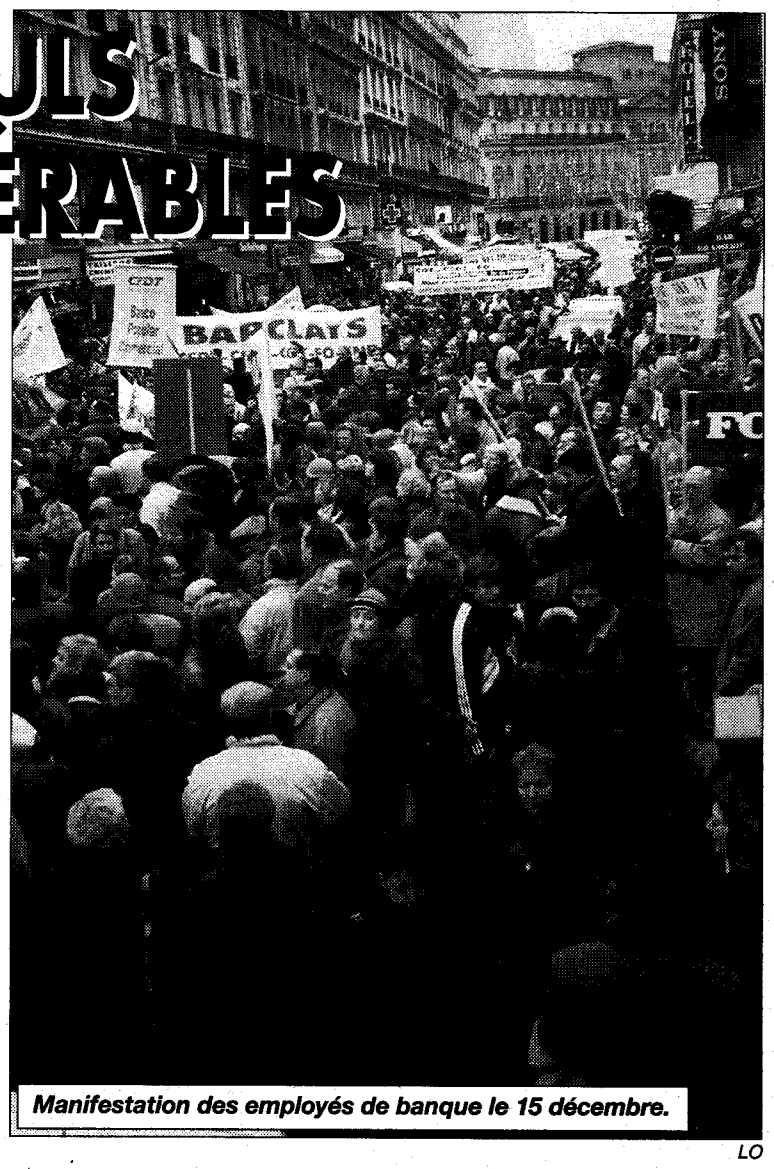
Jeudi 16 décembre, un pré-accord a été présenté à l'ensemble des grévistes qui ont voté la suspension du mouvement, seule une vingtaine de grévistes considérait qu'il fallait maintenir la pression pour faire reculer encore plus le patron. Dans cet accord, la direction propose deux horaires au lieu de trois initialement. Pour l'instant, les cars sont maintenus et les nouveaux embauchés seront payés comme les anciens et non sur 35 heures comme le voulait la direction. Les travailleurs comptent bien rester mobilisés pour contrer tout mauvais coup à venir.

Banques

Conventions collectives

LES BANQUIERS VEULENT IMPOSER AUX EMPLOYÉS DES RECULS CONSIDÉRABLES

La journée nationale de grève et de manifestations du 30 novembre, à l'appel des cinq fédérations syndicales de la banque, a connu un réel succès: plus de 40 % de grévistes – de l'aveu même de l'AFB, l'Association Française des Banques – et 20 000 manifestants, avec un imposant cortège à Paris.



Manifestation des employés de banque le 15 décembre.

LO

Cela a donné un coup de pouce – petit mais réel – pour quelques avancées dans la négociation, même si les banquiers revenaient, d'une séance à l'autre, sur des promesses faites oralement.

Après le 30 novembre, dans quelques villes de province, en particulier à Toulouse, la grève reconductible a été votée en AG. Mais ces mouvements isolés se sont vite essoufflés.

Beaucoup hésitaient à s'y mettre pour de bon. D'autant que les fédérations syndicales, engluées dans les discussions, tergiversaient.

Le personnel, et avec lui nombre de militants syndicaux à la base, avait du mal à s'y retrouver dans ce qui évoluait vraiment lors des discussions. L'information faite par l'interfédérale était lapidaire, imprécise souvent constituée d'appréciations du genre: «*C'est en progrès*», «*Blocage relatif*», «*Satisfaisant*». Elle ne précisait en fait pas la portée réelle des discussions.

Les banquiers ne voulant pas céder grand-chose, et surtout pas sur l'essentiel, les fédérations ont appelé à une nouvelle journée de grève le 15 décembre, avec des manifestations régionales. Sans rééditer le succès du 30, la grève a néanmoins été réussie, plus en province qu'à Paris – où se trouvent concentrés les grands services de direction et les secteurs de spécialistes, avec donc beaucoup de cadres.

Au Crédit Lyonnais, la direction a annoncé 22,4 % de grévistes. C'était moins que les 40 % du 30 novembre, mais cela constituait un degré de participation important, comparé à toutes ces dernières années, où les milliers de suppressions d'emplois, les attaques de la direction contre les horaires, les conditions de travail et les salaires n'avaient provoqué que bien peu de réactions.

Après la grève du 15, dans quelques secteurs, en province notamment, la grève a été reconduite jusqu'au vendredi 17 décembre, jour que l'AFB avait défini comme date-butoir pour les négociations.

L'AFB considère que le texte du 17 au soir est donc à signer ou à laisser. Si aucune fédération ne signe avant le 31 décembre, les banquiers ont fait savoir que le Code du travail s'appliquerait, auquel s'ajouteraient quelques mesures constituant ce qu'ils baptisent «protocole social».

Bref, l'AFB donne le choix entre le texte du 17 décembre (très en deçà de la convention collective actuelle) et leur protocole (encore en deçà du texte du 17/12).

Il s'agit là d'un chantage, d'un choix entre la peste et le choléra.

Le texte du 17 décembre met fin de fait à l'existence du point bancaire (qui servait de référence pour les salaires dans toute la profession) et à la prime d'ancienneté (à laquelle succède un ersatz très minimal). Sur des points-clés de l'actuelle convention, comme les congés de maternité, les conditions de licenciement, et bien d'autres, les banquiers ont procédé à des coupes claires.

Les cinq fédérations doivent se revoir, après avoir consulté leurs instances fédérales respectives.

Nul ne peut parier sur ce qui sortira de ces rencontres. L'unité des fédérations syndicales s'est en fait traduite par une grande timidité dans les modalités d'action proposées. Servira-t-elle maintenant de prétexte à un «Mieux vaut un mauvais texte que le Code du travail»? Certaines fédérations, soucieuses de leur statut d'interlocuteurs du patronat, choisiront-elles de signer? Ou y aura-t-il un sursaut d'ensemble contre le diktat des banquiers? C'est à espérer.

En tout cas, aux yeux du personnel, les banquiers se sont montrés pour ce qu'ils sont: des rapaces, déterminés à nous nuire, et même à nous réduire.

Correspondant LO

Les 35 heures

UNE ARNAQUE HISTORIQUE

Le 15 décembre a été définitivement votée la seconde loi Aubry sur les 35 heures. Le soir même au Parlement, après avoir sablé le champagne, Aubry, «heureuse», a sorti de son sac, pour les dédicacer, des cartes «*Oui à la semaine des 35 cœurs!*». Mais pour qui battent-ils?

«*Grande loi*», «*mesure phare du gouvernement*», se gargarise le PS, à qui *L'Humanité* emboîte le pas en parlant de «*réforme-phare de la législature*». Ce qui est sûr, c'est que la gauche avait déjà pas mal fait contre les travailleurs, mais qu'avec cette loi elle aura réussi à rendre la vie d'une majorité de salariés plus dure au quotidien. En effet, la flexibilité est la règle dans la quasi-totalité des accords ou des négociations en cours. Pas étonnant que certaines entreprises aient tendance à délaisser ce qui est qualifié de flexibilité externe, à savoir l'intérim notamment. Avec des périodes hautes qui peuvent faire grimper l'horaire hebdomadaire jusqu'à 44 heures, voire 46 heures suivant l'accord de branche, sur douze semaines consécutives, les patrons disposent d'une marge de manœuvre considérable. Le travail le samedi se généralise.

Sous prétexte de réduction du temps de travail, les patrons se sont vu octroyer tous les moyens légaux pour remettre en cause les acquis sociaux et faire fluctuer la vie des travailleurs au rythme de l'activité de l'entreprise. Et pourtant, dans la gauche dite plurielle, le soir du vote, il s'est trouvé un pitre, le Vert Yves Cochet en l'occurrence, pour se payer (ça ne lui coûte rien, ce sont les travailleurs qui trinquent) le ridicule de parler de «*l'épanouissement gratuit de soi pour la lecture, pour l'art, pour le jeu, pour la réflexion, pour la rêverie, les activités familiales voire même amoureuses*»... Il y a donc un épanoui dans cette affaire, satisfait de pouvoir s'épanouir. Grand bien lui fasse!

Quant au chômage, outre que dans la deuxième loi l'obligation d'embauches n'est même plus mentionnée, il est évident qu'il ne risque pas d'être résorbé avec les mesures adoptées. En revanche le rythme du travail s'intensifie, le nombre des tâches effectuées s'alourdit, ce qui ne peut entraîner que des contrecoups néfastes sur la santé des salariés. A l'Assemblée, Aubry a lancé: «*Voter contre ce texte, c'est être à contretemps de notre époque*». Comme s'il était normal qu'à l'aube du XXIe siècle, la condition des travailleurs se voie ramenée des décennies en arrière pour que la soif de profits des capitalistes se traduise par le fait que la vie de millions d'hommes soit ainsi gâchée, amputée, méprisée. Sous Mitterrand, la Bourse a été «réhabilitée», comme il disait, et ceux qui font des fortunes en dormant, célébrés comme des héros modernes. La nouvelle équipe de gauche, derrière son vocabulaire de pacotille sur la réduction du temps de travail, a complété le tableau en se faisant l'instrument d'une des escroqueries antiouvrières du siècle et a su concocter pour les patrons un bon cadeau de Noël pour l'an 2000, eux qui vont en plus bénéficier de dizaines de milliards d'allégements de charges pour mieux exploiter leurs employés. Mais les lendemains de fête douloureux existent aussi car, à trop se croire tout permis, ça fait déborder la coupe qui est déjà bien pleine, comme en attestent les nombreux conflits qui ne cessent d'éclater un peu partout.

Car ces messieurs-dames, tout à leurs embrassades, ne s'interrogent même pas sur le fait que cette loi, qui est censée améliorer les conditions de travail des salariés, provoque tant de conflits. Leur miracle a des ratés qui ne doivent rien au bogue!

Annie ROLIN

Siemens Toulouse

LES 35 H EN QUESTION

Siemens Automotive SA Toulouse, entreprise de plus de 2000 salariés, dont environ 200 intérimaires et près de 400 sous-traitants in situ, étudie et fabrique des systèmes électroniques destinés à l'industrie automobile.

La direction y a entamé des négociations sur les 35 heures depuis le mois d'octobre. Elle a annoncé rapidement la couleur: il s'agissait de passer aux 35 heures en profitant de toutes les ficelles de la loi Aubry. Au menu: flexibilité et utilisation maximale des machines... et des salariés.

Par exemple, elle comptait utiliser la notion de «temps de travail effectif» pour réduire le temps de travail... sans le réduire: le temps de repas s'en retrouvait exclu pour les équipes, les pauses pour tout le monde, et les plages variables étaient réduites au strict minimum, histoire de ne pas interrompre sa sacro-sainte production. Cela permettait à la direction de dire qu'en équipes, nous ne travaillons que... 34 h 57 par semaine en moyenne, alors que nous passions 38 h 30 à l'usine. Dans son projet, on devait passer à 33 h 45 par semaine pour 36 h de présence de fait.

Pour une partie des cadres, la direction se proposait d'instaurer le «forfait journalier», système qui permet de faire travailler 217 jours sans limitation d'horaires. Quant aux cadres horaires, pour eux c'était 37 h et non pas 35. Et en journée, la direction se proposait de pouvoir faire faire... jusqu'à 46 h de travail hebdomadaire en fonction de ses besoins! Enfin, bien sûr, rien n'était dit en ce qui concernait les salaires ou d'éventuelles embauches compensatrices.

Dès le début, beaucoup d'entre nous ont vu ces projets avec méfiance. De nombreuses réunions de salariés ont eu lieu dans les services, d'où se dégageaient des revendications claires: pas d'exclusion du temps de repas du temps de travail pour les équipes, pas d'exclusion des pauses pour tout le monde; maintien des horaires actuels avec leurs plages variables et réduction du temps de travail sous la forme de 22 jours de repos supplémentaires à prendre quand on veut; pas de baisse ni de gel des salaires, et des embauches compensatrices.

La direction, devant ces réactions, a revu plusieurs fois sa copie: les pauses restaient comptées comme temps de travail «effectif» pour les équipes, mais pas pour la journée; le temps de repas quant à lui restait exclu; il y aurait des embauches, disait-elle. Mais elle parlait de requalifier des contrats précaires, pas de véritables embauches compensatrices, etc.

Le 24 novembre, une première assemblée générale avait lieu à l'appel de la CGT. C'est à 500 que nous nous sommes retrouvés pour en parler. Une pétition était décidée sur toute l'usine, qui recueillit en quelques jours plus de 700 signatures. A l'assemblée générale suivante, où nous étions 600 cette fois, il était décidé d'une demi-journée de grève pour aller porter cette pétition le jeudi 2 décembre.

Cette grève a été un succès: plus de 500 grévistes ont manifesté leur mécontentement. Entre-temps, les autres syndicats, timorés en diable, avaient fait savoir par tract qu'ils trouvaient l'accord acceptable, l'un d'entre eux traitant ces assemblées générales «*d'agitation uniquement destinée à échauffer les esprits*»: plusieurs salariés leur ont dit leur fait lors de l'assemblée générale, exigeant qu'ils viennent s'expliquer, ce qu'ils se sont bien gardés de faire!

Le 6 décembre, la direction convoquait à la va-vite un CE extraordinaire pour approuver cet accord sur les 35 heures. Une nouvelle assemblée générale, un peu moins nombreuse que les précédentes, ne s'en sentit pas de déclencher à nouveau la grève. A la surprise générale, les syndicats qui avaient dit qu'ils signeraient se sont abstenus lors de ce vote au CE: mais le soir même, en catimini, ils se retrouvaient dans les locaux de la direction pour apposer leur signature!

Ce n'est pas terminé pour autant.

Brandt-Cooking (CEPEM) Orléans

ÇA NE PASSE PAS!

Plusieurs réunions ont eu lieu en novembre et décembre entre syndicats et direction concernant les 35 heures, l'aménagement du temps de travail, les congés, les salaires... Mercredi 15 décembre, la direction ficelait un accord et demandait aux syndicats de signer avant même la réunion sur les salaires prévue le vendredi suivant.

Ce vendredi matin, à l'appel de trois syndicats (CGT, CFTC, FO), on s'est retrouvé majoritairement dans la salle du restaurant pour dénoncer les 35 heures que la direction veut faire payer chèrement au personnel qui faisait 38h50, surtout par le gel des salaires pendant deux ans. Quant aux 600 personnes en production qui travaillent en équipe, et qui sont déjà à 35 heures, la direction veut aussi les faire payer en les faisant passer de 7h05 à 7h19 par jour, de façon à être «flexible» toute l'année.

Le mécontentement était grand, tant sur les journées à rallonge que sur les salaires et les congés dont le patron veut disposer à sa guise.

A la réunion prévue sur les salaires, le patron a proposé 1% d'augmentation pour les travailleurs en équipe et maintenu ses propositions d'augmentation à la tête du client pour les autres.

L'équipe d'après-midi a remis ça, aussi déterminée que celle du matin. La direction, qui croyait l'affaire dans le sac, n'a pas gagné la partie.

Correspondant LO

France Télécom

LE PERSONNEL CONTRE LES 35 H AUBRY-BON (*)

AFP

La manifestation du 14 décembre à Paris.

Le mardi 14 décembre dernier, le personnel de France Télécom était appelé à faire grève contre le projet de la direction sur les 35 heures. Elle a été suivie par environ 50% du personnel.

Ce projet sur les 35 heures est, comme ailleurs, basé sur l'annualisation du temps de travail (puisque le personnel continuerait à faire les horaires actuels avec des congés de récupération loin du compte si on accepte cette base de calcul puisque la direction donnait 11 jours de récup. au lieu de 21 pour un horaire de 38 heures), et sur la flexibilité des horaires (puisque la nouvelle plage horaire est prévue de 8 heures à 20 heures du lundi au samedi avec possibilité d'extension en cas de besoin...).

Quant aux créations d'emplois, le solde entre les départs et les nouveaux arrivants (avec des contrats plus ou moins précaires en CDD sans aucune autre promesse d'embauche que s'ils sont embauchés dans des emplois dits «pérennes»...) est de moins 18000 emplois d'ici la fin 2002.

Parallèlement, dans les différents services, les réorganisations se succèdent les unes aux autres, avec changement de lieu de travail et souvent changement d'horaires, sans parler à chaque fois de la diminution d'effectifs ou de l'augmentation de la charge de travail avec de plus en plus de machines à superviser, ou avec des pressions permanentes sur les agents pour qu'ils augmentent les cadences comme dans les centres d'appels.

Du coup, cette grève a été plus suivie que les précédentes sur la même question. La direction a dû annoncer 35,8% de grévistes contre 29% le 30 mars dernier, avec bien entendu des chiffres toujours aussi fantaisistes qui font entrer dans le «personnel actif», les agents en congé de fin de carrière, c'est-à-dire en préretraite! Cela illustre le ras-le-bol du personnel.

Le lundi 20 décembre, la direction générale recevait à nouveau les syndicats pour communiquer ses propositions: en gros deux jours de plus de repos par an, ce qui est loin du compte mais surtout ce qui ne répond pas à la question simple: 39 heures – 35 heures = -4 heures par semaine et pas autre chose!

Quant aux promesses de deux cent nouveaux contrats du type insertion à l'emploi ou apprentissage, ils sont loin de compenser le remplacement des 18000 départs prévus, sans compter que ce sont des emplois moins payés. Tout bénéfice pour France Télécom.

(*) Bon n'est pas un signe de satisfaction du personnel, mais le nom du PDG de France Télécom.

Peugeot – Vesoul

COMME UN DIABLE DE SA BOITE!

Dur, dur, le métier de cariste. Un métier, comme vous allez voir, tout en adresse et en doigté.

Nous sommes dans l'usine Peugeot, à Vesoul. Il y a beaucoup de caristes, car il s'agit avant tout d'une usine d'emballage et de stockage de pièces détachées avant expédition.

Le 10 décembre dernier, un cariste prend une caisse sur ses fourches. Oh surprise! un gardien en sort tout à coup, comme un diable de sa boîte! Il était en planque, en surveillance.

Les ouvriers du secteur auraient écrit, depuis, un panneau: «*Avis aux caristes: manœuvrez avec douceur. Il y a peut-être un gardien bien au chaud dans la caisse que vous déplacez!*»

Correspondant LO

LE PARLEMENT EUROPÉEN

AFP

DANS SES MEUBLES

● L'inauguration du bâtiment du Parlement européen par Chirac devait être le point d'orgue de cette semaine de session à Strasbourg. Pensez donc ! Ce bâtiment, qui a coûté la modique somme d'environ trois milliards de francs, est censé symboliser le rôle majeur de la France dans l'Union européenne ! Un rayonnement qui coûte d'autant plus cher qu'au prix de la construction s'ajoute près d'un milliard de francs par an de frais, et tout cela pour une occupation effective des lieux de 60 jours. C'est cher pour une résidence secondaire, Bruxelles disposant déjà de bâtiments plus confortables pour le même usage. L'irrationnel s'ajoute en plus au coûteux : l'existence des deux sièges oblige quelque 3 000 personnes – fonctionnaires et employés, en plus des élus – à naviguer entre Strasbourg et Bruxelles.

La cérémonie présidentielle a été un bide : entre les députés britanniques quittant l'hémicycle pour cause de « vache folle » et d'autres pour protester contre ce doublon de siège à Strasbourg, l'ambiance n'était pas à l'enthousiasme débordant.

Chirac et la meute de journalistes partis, le Parlement a repris son ronronnement habituel, en présence d'un nombre d'ailleurs de plus en plus réduit de députés. Seule la grève des avitailleurs des aéroports de Paris a laissé entrer un peu l'air de la réalité dans l'atmosphère confinée du Parlement. Faute d'avions, l'heure d'arrivée des commissaires européens est devenue fantaisiste, mettant un grain de sable dans le programme huilé des discours et des votes.

Petit incident indiquant le mépris du Conseil et de la Commission pour les élus du Parlement européen : dans la discussion sur l'étiquetage de la viande bovine, le rapporteur, député de la GUE, a indiqué que le vote qui allait avoir lieu ne servait à rien car le Conseil avait déjà pris sa décision la veille.

Les élus LO-LCR ont eu quatre fois une minute pour intervenir : nous publions ci-joint deux interventions liées à l'actualité. Ils ont également reçu une délégation d'élus et de syndicalistes guyanais venus pour exprimer leur opposition à une situation où toutes les décisions concernant leur département sont prises à Paris, à 8 000 kilomètres.

P.S. : dans le prochain numéro du *Bulletin des députés européens Lutte ouvrière-Ligue communiste révolutionnaire*, nous publierons l'intégralité des interventions ou des explications de vote de Roseline Vachetta, Alain Krivine, Chantal Cauquil, Armonie Bordes et Arlette Laguiller.

• Les prisonniers politiques à Djibouti

Intervention d'Armonie Bordes du 16 décembre 1999

Je suis indignée par les conditions de détention des prisonniers politiques à Djibouti. Mais je suis tout autant indignée de l'hypocrisie des dirigeants de l'Etat français qui pourraient, s'ils le voulaient, mettre fin immédiatement à l'autoritarisme et aux exactions du régime de Djibouti.

Car enfin, tout le monde sait que le régime de Djibouti est maintenu à bout de bras par l'Etat français. Sans l'aide financière de Paris, sans la présence d'une des principales bases de l'armée française à l'étranger, le régime de là-bas ne tiendrait pas un mois.

Les dirigeants de l'Etat français, quelle que soit au demeurant leur étiquette politique, pérorent à Paris sur les droits de l'homme mais, en Afrique ou en Asie, ils soutiennent des régimes qui foulent aux pieds les droits et les libertés les plus élémentaires.

Alors, s'en prendre au seul gouvernement de Djibouti, c'est, au mieux, masquer les responsabilités du gouvernement français, mais c'est, en réalité, cautionner une politique de soutien à un régime autoritaire et répressif.

Nous ne pouvons nous associer à la protestation contre les conditions des prisonniers à Djibouti qu'en affirmant clairement que, si les geôliers sont là-bas, les véritables responsables, eux, se trouvent dans quelques-uns des palais officiels de la République française.

• Intervention sur la conférence de Seattle sur l'OMC

d'Alain Krivine à Strasbourg, 13 décembre 1999

La délégation officielle de l'Union européenne à Seattle a défendu le principe d'un « agenda large ». Elle a été mandatée pour inclure dans le Cycle du millénaire un vaste éventail de nouveaux domaines. Mais en fait, elle se proposait de doter l'OMC d'un champ de compétences et de pouvoirs accrus. Or pour nous, il ne s'agit pas de mieux organiser la libération continue des échanges mais de donner la primauté à la défense des droits sociaux et environnementaux et de permettre à l'ensemble des populations de contrôler et de décider de leur avenir.

La délégation laisse également entendre qu'elle s'est battue pour les pays du Sud. Pourtant, il n'en est rien. En ce qui concerne l'agriculture, l'UE n'a défendu que l'agro-industrie d'exportation européenne face à ses concurrents nord-américains et aux exportateurs du groupe de Cairns. Elle n'a pas représenté les exigences des exploitations familiales ou associatives européennes et des paysans du Sud.

Les manifestants venus du monde entier qui ont entravé la conférence de Seattle représentent une première riposte mondiale à la dictature des marchés et des profits financiers. Ils constituent un espoir pour les millions de travailleurs, de chômeurs, de paysans sans terre, pour toutes les victimes de cet ordre mondial capitaliste que l'OMC veut nous imposer.

Les intérêts des peuples sont contradictoires avec le développement du libéralisme.

Saint-Domingue

EXPULSION MASSIVE DE TRAVAILLEURS HAÏTIENS

Qu'ils aient voulu fuir la misère ou les régimes dictatoriaux qui se sont succédé dans leur pays, des dizaines de milliers d'Haïtiens vivent aujourd'hui à Saint-Domingue, et pour certains depuis de nombreuses années. Or, depuis le début du mois de novembre, des milliers d'entre eux sont expulsés par les autorités dominicaines. Arrêtés dans les rues de Santo Domingo, Santiago ou dans les campagnes, ils sont transportés dans des conditions dégradantes vers la frontière pour être refoulés du côté haïtien.

Dans le dernier numéro de leur journal *La Voix des Travailleurs*, nos camarades de l'organisation haïtienne OTR analysent ces événements :

« On assiste donc à une nouvelle poussée de xénophobie contre les Haïtiens vivant à Saint-Domingue. Les nationalistes dominicains, les plus virulents dans la presse, utilisent la lutte contre la migration des travailleurs haïtiens comme thème de campagne dans la bataille avec les autres partis politiques de Saint-Domingue.

En effet, la campagne pour les élections présidentielles de mai 2000 est lancée et l'opposition nationaliste à l'actuel président Léonel Fernandez enfourche son cheval de bataille préféré. Dans le camp du parti de Balaguer, le Parti social chrétien, les positions sont aussi pour la déportation des Haïtiens, et dans le PRD de feu Pena Gomez, les positions ne sont guère différentes.

Le point de départ est un rapport de l'OEA qui demandait aux autorités de Saint-Domingue d'accorder la nationalité dominicaine à tous les enfants haïtiens nés sur le sol dominicain et la régularisation des Haïtiens sans papiers. C'est-à-dire d'appliquer le « droit du sol », consacré d'ailleurs par la constitution dominicaine.

Le secrétaire aux Travaux publics, F. Pena, bras droit du président Fernandez dont il a financé la campagne et promoteur privé, s'est inquiété du refoulement des travailleurs haïtiens. Il a mis en garde Fernandez contre l'effet néfaste que cela aura sur la construction immobilière, pouvant même bloquer celle-ci, le temps de trouver des travailleurs dominicains acceptant les mêmes salaires de misère […].

Sous des considérations légales, l'enjeu de cette affaire est donc sordidement économique : il s'agit de la possibilité pour les patrons dominicains de maintenir l'exploitation sur une masse de travailleurs se retrouvant en situation irrégulière.

La migration des Haïtiens vers Saint-Domingue a toujours été celle des pauvres, fuyant d'abord la dictature des Duvalier, puis celle des travailleurs en quête d'une vie meilleure de l'autre côté de la frontière […]. Ces travailleurs se sont retrouvés parqués dans les bateys, travaillant dans les champs de canne à sucre dans des conditions proches de l'esclavage. Maintenant que les bateys sont en train d'être privatisés, il y a un transfert de cette main-d'œuvre vers les zones franches et surtout vers la construction d'immeubles où ils sont embauchés aux plus bas salaires […].

Aujourd'hui, il ne s'agit pas d'une "chasse à l'Haïtien en général" doublée d'un sentiment anti-haïtien, comme le rapporte la presse, mais d'une attaque contre les travailleurs haïtiens avant tout. Dans la foulée des expulsions, des pauvres dominicains – ne parlant que l'espagnol – ont été refoulés, mais on n'a jamais vu un Haïtien riche passer dans le lot, même par hasard. Or, Saint-Domingue est toujours considéré comme le refuge des barons du duvaliérisme : l'ex-général Namphy, Claude Romain et Cie y vivent à l'aise sans problème d'expulsion. Au contraire, ils y investissent l'argent volé pendant des années en Haïti et commercent avec leurs acolytes dominicains. Leur argent n'a donc pas de nationalité.

Par ailleurs, du côté dominicain, le gouvernement de même que l'opposition se servent des travailleurs haïtiens comme boucs émissaires pour justifier leur incapacité à résoudre la crise économique. Ils les rendent responsables de l'augmentation du chômage et montent les travailleurs dominicains contre eux. »

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995